

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

23 NOVEMBRE 1989. — Circulaire relative à la mise en œuvre  
des Commissions consultatives communales d'aménagement du territoire

Le décret du 27 avril 1989 complète l'article 150 du Code qui prévoit la constitution de Commissions consultatives d'aménagement du territoire.

Cette disposition revêt désormais une importance considérable dans la mesure où l'institution d'une Commission consultative communale constitue, pour chaque commune, une des conditions d'application de l'article 42bis nouveau du Code qui instaure un régime de décentralisation de la décision dans le cadre de la procédure de délivrance des permis.

A cet égard, il convient de souligner que ladite condition n'est réalisée et, d'une manière générale, la Commission consultative communale n'est effective, et par là même opérationnelle que suite à la notification à la commune de l'arrêté de l'Exécutif qui institue la Commission.

Par ailleurs, il reste loisible aux communes qui ne désirent pas adopter le régime institué par l'article 42bis du Code de néanmoins mettre sur pied une Commission consultative communale. Il est même souhaitable qu'il en soit ainsi, dans la mesure où cette Commission reste investie de prérogatives qui sont étrangères au régime instauré par l'article 42bis et qui concernent toutes les communes. Il convient ainsi de rappeler que tant que les communes ne sont pas pourvues d'une Commission consultative communale, le rôle qui leur est attribué par le livre 1er du Code est exercé par la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire (C.W., art. 150, dernier alinéa).

Les communes ont donc tout intérêt à susciter l'institution de ces Commissions.

#### 1. Principes.

En tout état de cause, depuis l'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1989, la procédure à suivre pour l'institution de ces Commissions, est, pour toutes les communes, la procédure instituée par l'article 150 nouveau du Code wallon.

Ce principe trouve à s'appliquer tant pour l'institution d'une Commission, c'est-à-dire sa mise sur pied pour la première fois, que pour son renouvellement, c'est-à-dire le changement intégral ou quasi intégral de sa composition, essentiellement au début d'une nouvelle législature, que pour sa modification, c'est-à-dire le remplacement ponctuel de l'un ou l'autre de ses membres.

Dans cette perspective, il convient d'attirer l'attention sur la disposition transitoire prévue à l'article 31, § 3, du décret du 27 avril 1989.

Il en résulte, en effet, que les Commissions consultatives communales instituées avant le 18 juillet 1989, date d'entrée en vigueur dudit décret, ne constituent les Commissions consultatives communales au sens de l'article 42bis qu'après adaptation de leur composition conformément à l'article 150 nouveau du Code.

En conséquences deux hypothèses doivent être évoquées :

1° La commune entend bénéficier du régime de décentralisation de la décision prévu par l'article 42bis nouveau du Code : dans ce cas, toute Commission consultative communale qui n'a pas été instituée conformément à l'article 150 nouveau doit impérativement être à nouveau instituée conformément à cet article 150 nouveau.

2° La commune n'entend pas bénéficier du régime de décision prévu par l'article 42bis nouveau du Code : dans ce cas, toute Commission consultative communale instituée avant le 18 juillet 1989, date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1989, reste valablement instituée et peut valablement exercer les prérogatives qui lui sont dévolues, hormis les prérogatives liées à la mise en œuvre de l'article 42bis nouveau.

Néanmoins, l'article 150 nouveau ayant désormais force obligatoire, tout renouvellement ou même modification d'une Commission consultative existante avant le 18 juillet 1989 est subordonné au respect de l'article 150 nouveau, de sorte que dans ce cas, l'ensemble de la composition de l'ancienne Commission consultative devra inévitablement être revu.

#### 2. Le choix des membres.

Les membres de la Commission consultative communale sont désormais choisis, par le Conseil communal, au terme d'un appel public aux candidatures.

Cet appel public concerne tous les membres appelés à être choisis, y compris les membres conseillers communaux ou leurs délégués.

Il appartient au règlement d'ordre intérieur d'énoncer d'éventuelles contraintes relatives à la domiciliation des membres et de leurs suppléants.

Parmi les actes de candidature, le Conseil communal choisit 11 à 21 personnes parmi lesquelles sera désigné le Président.

Pour chaque membre, le Conseil communal désigne également un suppléant qui doit avoir fait acte de candidature à titre de membre effectif ou à titre de membre suppléant. Le suppléant peut siéger ou assister aux délibérations de la Commission sans prendre part aux votes. Le suppléant remplace le membre effectif en cas d'absence momentanée, de démission ou de décès de ce dernier. Dans ce cas, il acquiert automatiquement les prérogatives du membre qu'il supplée et dont il est sensé représenter, en principe, le même type d'intérêts.

Est-il besoin de rappeler que les consultants, appelés à intervenir dans le cadre des travaux de la Commission, n'en sont pas membres.

Il en va de même du fonctionnaire de l'Inspection générale de l'aménagement du territoire qui est appelé à siéger, auprès de la Commission, avec voix consultative. Aussi, son absence ne peut empêcher la Commission de se réunir valablement.

Le choix des membres et de leurs suppléants est arrêté en veillant à respecter certains équilibres : ainsi, il s'opère :

— parmi les personnes appartenant au secteur public et au secteur privé. Le Code n'impose à cet égard aucune contrainte quant à d'éventuelles proportions. Selon la jurisprudence de la CRAT, le nombre de représentants du secteur public, en ce compris les conseillers communaux ou leurs délégués, ne peut excéder le nombre de représentants du secteur privé. Le critère distinguant les représentants du secteur privé et ceux du secteur public doit être apprécié en fonction des intérêts privés ou publics que représentent les candidats et non en fonction de leur profession;

— selon une répartition géographique équilibrée. Aucun critère objectif n'est concevable. Il appartient au Conseil communal de veiller à représenter, dans la mesure du possible, les entités géographiques significatives de la commune;

— en veillant à assurer la représentativité tant des intérêts économiques, sociaux, culturels et touristiques que des associations de protection de l'environnement et des organisations professionnelles concernées.

La formulation adoptée incite le Conseil communal à émettre une appréciation d'ensemble.

Les travaux préparatoires du décret du 27 avril 1989 font état d'une liste qui illustre la diversité des intérêts qu'il est souhaitable de voir représentés directement ou indirectement.

Pour rappel, cette liste cite le secteur de la construction, les organisations patronales, les organisations agricoles, les professions libérales, les organisations des travailleurs, le secteur Horeca ou les associations de commerçants, les associations culturelles, les associations de protection de l'environnement, le secteur public concerné telles les sociétés publiques de logement et la Commission royale des monuments et sites.

Pareille liste évoque indifféremment des milieux et des institutions dont les intérêts se recoupent et se chevauchent parfois. Ils ne sont pas exhaustifs. Il s'agit donc d'un aperçu exemplatif.

La détermination des intérêts représentés par les actes des candidatures n'est d'ailleurs pas toujours aisée. L'autorité n'est réellement éclairée, en effet, qu'en cas de représentation explicite de l'une ou l'autre organisation ou association.

En tout état de cause, il faut répéter que le choix de l'une ou l'autre représentation socio-professionnelle ou associative n'exclut jamais celle d'une autre sensibilité;

— en veillant, enfin, à ce qu'un quart de la Commission consultative communale soit constitué de conseillers communaux ou de leurs délégués. La majorité et l'opposition du Conseil communal ont toute liberté pour choisir leur(s) représentant(s) soit parmi les conseillers communaux, soit à l'extérieur du Conseil communal. Rien ne s'oppose à ce que d'éventuels délégués de conseillers communaux soient choisis parmi des personnes étrangères au secteur public.

### 3. Composition du dossier à transmettre à l'Exécutif.

Pour que l'Exécutif soit en mesure d'instituer la Commission consultative communale en veillant à ce que la procédure énoncée à l'article 150 soit respectée, le dossier lui transmis doit comprendre :

— copies, en 3 exemplaires, de la délibération du Conseil communal sollicitant l'institution de la Commission et arrêtant le choix des membres proposés ;

— copie de avis de publicité et attestation des dates de publication ;

— copie des actes de candidature avec nom, profession et domicile du candidat ainsi que l'intérêt qu'il représente, soit à titre individuel, soit à titre de représentant d'une association;

— pour les conseillers communaux mention de leur appartenance à la majorité ou à l'opposition; pour les délégués choisis par les conseillers communaux, mention des conseillers communaux qu'ils représentent;

— le cas échéant, copie, en 3 exemplaires, de la délibération du conseil communal proposant le règlement d'ordre intérieur en s'inspirant du modèle type ci-annexé.

Le dossier ainsi constitué est transmis à l'Inspection générale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Bruxelles, le 23 novembre 1989.

A. Liénard

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

23. NOVEMBER 1989

#### Rundschreiben über die Einsetzung der kommunalen beratenden Raumordnungsausschüsse

Das Dekret vom 27. April 1989 ergänzt den Artikel 150 des Gesetzbuches, der die Gründung von beratenden Raumordnungsausschüssen vorsieht.

Diese Bestimmung ist fortan von grosser Bedeutung, da die Einrichtung eines kommunalen beratenden Ausschusses für jede Gemeinde eine der Bedingungen zur Anwendung des neuen Artikels 42bis des Gesetzbuches darstellt, der im Rahmen des Verfahrens zur Genehmigungserteilung ein System zur Dezentralisierung der Beschlussfassung einführt. Diesbezüglich ist hervorzuheben, dass die besagte Bedingung erst erfüllt ist, und, im allgemeinen, der kommunale beratende Ausschuss erst effektiv und einsatzbereit ist, wenn der Erlass der Exekutive über die Einsetzung des Ausschusses der Gemeinde amtlich mitgeteilt worden ist.

Darüber hinaus steht es den Gemeinden, die nicht das durch Artikel 42bis des Gesetzbuches eingeführte System übernehmen möchten, frei, trotzdem einen kommunalen beratenden Ausschuss einzurichten. Es ist sogar wünschenswert, dass dies der Fall ist, weil dieser Ausschuss auch noch mit anderen Vorrechten ausgestattet ist, die nicht mit dem durch Artikel 42bis eingeführten System in Verbindung stehen und die alle Gemeinden angehen. In diesem Zusammenhang ist daran zu erinnern, dass die den Gemeinden durch Buch I des Gesetzbuches zuerkannte Rolle durch den regionalen Raumordnungsbeirat ausgeübt wird, solange diese nicht über einen kommunalen beratenden Ausschuss verfügen (WRSGb, Art. 150, Letzter Absatz).

Es ist also ganz im Interesse der Gemeinden, die Einführung solcher Ausschüsse anzukurbeln.

#### 1. Grundsätze.

Wie dem auch sei, seit Inkrafttreten des Dekretes vom 27. April 1989 ist das für die Einsetzung der Ausschüsse zu befolgende Verfahren, dasjenige das durch den neuen Artikel 150 des Wallonischen Gesetzbuches eingeführt worden ist.

Dieses Prinzip findet sowohl auf die Einsetzung eines Ausschusses d.h. seine erstmalige Einrichtung als auch auf seine Erneuerung d.h. die vollständige oder quasi vollständige Änderung seiner Besetzung, im wesentlichen am Anfang einer neuen Legislaturperiode, oder auf seine Abänderung d.h. die einzelne Ersetzung des einen oder anderen Mitglieds Anwendung.

Diesbezüglich sollte man sein Augenmerk auf die in Artikel 31, § 3, des Dekretes vom 27. April 1989 vorgesehene Übergangsbestimmung richten.

Daraus geht nämlich hervor, dass die vor dem 18. Juli 1989, dem Tage der Inkraftsetzung des besagten Dekretes, eingesetzten Ausschüsse nur dann als kommunale beratende Ausschüsse im Sinne von Artikel 42bis gelten, wenn ihre Besetzung gemäss dem neuen Artikel 150 des Gesetzbuches angepasst worden ist.

Demzufolge können zwei Hypothesen auftreten :

1. Die Gemeinde möchte aus dem im neuen Artikel 42bis vorgesehenen System der Beschlussfassungsdezentralisierung Nutzen ziehen : in diesem Fall muss jeglicher nicht nach dem neuen Artikel 150 eingesetzte kommunale beratende Ausschuss zwingend erneut gemäss diesem neuen Artikel 150 eingesetzt werden.

2. Die Gemeinde möchte nicht aus dem im neuen Artikel 42bis vorgesehenen System Nutzen ziehen : in diesem Fall bleibt jeglicher vor dem 18. Juli 1989, dem Tage des Inkrafttretens des Dekretes vom 27. April 1989, eingesetzter Ausschuss gültig eingesetzt und kann die ihm übertragenen Vorrechte, ausser diejenigen die mit der Durchführung des neuen Artikels 42bis in Verbindung stehen, gültig ausüben.

Da jedoch der neue Artikel 150 fortan verbindlich ist, fällt jede Erneuerung oder auch Abänderung eines vor dem 18. Juli 1989 eingerichteten beratenden Ausschusses unter die Anwendung dieses neuen Artikels 150, sodass in diesem Fall die gesamte Besetzung des ehemaligen beratenden Ausschusses unvermeidlich revidiert werden muss.

## 2. Die Wahl der Mitglieder.

Die Mitglieder des beratenden Ausschusses werden künftig durch den Gemeinderat nach einem öffentlichen Aufruf zum Einreichen von Bewerbungen ausgewählt.

Dieser öffentliche Aufruf betrifft alle Mitglieder, unter denen später eine Auswahl getroffen werden soll, einschliesslich der Mitglieder, die aus dem Gemeinderat stammen oder ihrer Vertreter.

In der Geschäftsordnung können eventuelle Vorschriften bezüglich des Wohnsitzes der Mitglieder und ihrer Vertreter angeführt werden. Unter den Bewerbungen wählt der Gemeinderat 11 bis 21 Personen aus, unter denen der Vorsitzende bezeichnet wird.

Für jedes Mitglied bezeichnet der Gemeinderat ebenfalls einen Vertreter, der sich als ordentliches oder Ersatzmitglied bewerben haben muss. Das Ersatzmitglied kann an den Sitzungen oder an den Beratungen teilnehmen, hat jedoch kein Stimmrecht. Das Ersatzmitglied vertritt das ordentliche Mitglied bei zeitweiliger Abwesenheit, Kündigung oder Tod des letzteren. In diesem Fall erhält es automatisch die Vorrechte des Mitglieds, das es ersetzt und dessen gleiche Art Interessen es im Prinzip vertritt.

Natürgemäss sind die im Rahmen der Ausschussarbeiten herangezogenen Berater keine Mitglieder.

Das gleiche gilt für den Beamten der Generalinspektion der Raumordnung, der mit beratender Stimme an den Sitzungen des Ausschusses teilnehmen kann.

Somit kann seine Abwesenheit den Ausschuss nicht daran hindern, gültig zusammentreten.

Die Auswahl der Mitglieder und ihrer Vertreter wird unter Berücksichtigung gewisser Gleichgewichte bestimmt : sie erfolgt also :

- unter den Personen die zum öffentlichen Sektor und zum privaten Sektor gehören. Das Gesetzbuch schreibt diesbezüglich keinen Proportionszwang vor. Der Jurisprudenz des KBRA's nach, darf die Anzahl Vertreter aus dem öffentlichen Sektor, einschliesslich der Gemeinderatsmitglieder oder ihrer Vertreter nicht höher als die Anzahl Vertreter aus dem privaten Sektor sein. Das Kriterium, das zur Unterscheidung zwischen Vertretern aus dem öffentlichen Sektor und Vertretern aus dem Privatsektor dient, ist aufgrund der privaten oder öffentlichen Interessen abzuwägen, die die Bewerber vertreten und nicht aufgrund ihres Berufes;

- gemäss einer ausgewogenen geographischen Verteilung. Hierfür gibt es kein objektives Kriterium. Es obliegt dem Gemeinderat nach Möglichkeit für die Vertretung der bezeichnenden geographischen Gebilde zu sorgen;

- unter Berücksichtigung des repräsentativen Charakters sowohl der wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und touristischen Interessen, als auch der betreffenden Umweltschutzvereinigungen und Berufsverbände.

Die verabschiedete Formulierung soll den Gemeinderat dazu bewegen, eine globale Beurteilung vorzunehmen.

Die vorbereitenden Arbeiten zum Dekret vom 27. April 1989 führen eine Liste an, die die Vielfalt der Interessen zeigt, die direkt oder indirekt vertreten sein sollten.

Es sei daran erinnert, dass diese Liste den Bausektor, die Arbeitgeberverbände, die landwirtschaftlichen Verbände, die freien Berufe, die Arbeitnehmerorganisationen, den Horeca-Sektor oder die Fördergemeinschaften, die kulturellen Vereinigungen, die Umweltschutzvereinigungen, den betreffende öffentlichen Sektor wie z.B. die öffentlichen Wohnungsbaugesellschaften und die Königliche Dekmal- und Landschaftsschutzkommission anführt. Auf einer solchen Liste stehen ohne Unterschied Kreise und Einrichtungen, deren Interessen sich manchmal überschneiden oder decken. Sie sind nicht erschöpfend. Es handelt sich also um eine Übersicht mit Beispielen.

Die Feststellung der in den Bewerbungen vertretenen Interessen ist im übrigen nicht immer leicht. Die Behörde ist sich nämlich nur darüber ganz im klaren, wenn die eine oder andere Organisation oder Vereinigung ausdrücklich ihren Vertreter entsendet.

Wie dem auch sei, ist hier nochmals zu betonen, dass die Wahl der einen oder anderen sozio-professionellen oder gesellschaftlichen Vertretung nie eine andere Sensibilität ausschliesst;

- unter Berücksichtigung, schliesslich, dass eine Viertel des kommunalen beratenden Ausschusses aus Mitgliedern des Gemeinderates oder ihren Vertreter besteht. Der Mehrheit und der Opposition im Gemeinderat steht es frei, ihre(n) Vertreter, entweder unter den Ratsmitgliedern oder auch ausserhalb des Gemeinderates zu wählen. Nichts hindert sie daran, eventuelle Vertreter von Ratsmitgliedern unter Personen auszuwählen, die nicht zum öffentlichen Sektor gehören.

## 3. Zusammensetzung der Akte, die der Exekutive zugestellt wird.

Damit die Exekutive in der Lage ist, den kommunalen beratenden Ausschuss unter Berücksichtigung des in Artikel 150 erwähnten Verfahrens einzusetzen, muss die ihr zugestellte Akte folgendes enthalten :

- Kopien, in dreifacher Ausfertigung, des Gemeinderatsbeschlusses, durch den die Einsetzung des Ausschusses beantragt und die Wahl der vorgeschlagenen Mitglieder festgesetzt wird;
- Kopie der Bekanntmachung und der Bescheinigung über die Bekanntmachungsdaten;
- Kopie der Bewerbungen mit Namen, Beruf und Wohnsitz des Bewerbers sowie Interessen, die er entweder persönlich oder als Vertreter einer Vereinigung vertritt;
- für die Gemeinderatsmitglieder, Angabe ihrer Zugehörigkeit zur Mehrheit oder zur Opposition; für die durch die Ratsmitglieder gewählten Vertreter, Angabe der Ratsmitglieder, die sie vertreten;
- gegebenenfalls Kopie, in dreifacher Ausfertigung, des Beschlusses des Gemeinderates, durch den die Geschäftsordnung in Anlehnung an beiliegende Musterordnung vorgeschlagen wird.

Die derart zusammengestellte Akte wird an die Generalinspektion der Raumordnung und des Städtbaus gerichtet.

Gegeben zu Brüssel, den 23. November 1989.

A. Liénard